

OMS

*Comment renforcer la prévention et la prise en charge des problèmes d'obésité ?
Comment inciter les acteurs de la filière alimentaire à réduire la teneur en sucre des aliments?*

Une Europe en bonne entente sur les questions du jour

Une "épidémie" d'obésité a été observée dans le monde selon L'*Organisation Mondiale de la Santé* (OMS). En 2017, 30% de la population mondiale serait obèse, en Europe plus de la moitié. La façon de s'alimenter est l'une des premières causes de ce constat. Dès lors, comment renforcer la prévention et la prise en charge des problèmes d'obésité ? Et comment inciter les acteurs de la filière alimentaire à réduire notamment la teneur en sucre des aliments ? Pour tenter de répondre à ces questions, 11 pays européens se sont réunis dans le cadre de l'OMS le 17 septembre 2018.

Pendant les débats informels, toutes les délégations ont discuté entre elles et partagé leurs opinions. Certaines avaient des résolutions similaires: la Hongrie, les Pays-Bas et le Danemark proposent toutes trois d'imposer un verre de lait à l'école, d'augmenter le nombre d'emplois dans le domaine de la nutrition et de faire un meilleur usage des médias. Ces clauses peu impactantes ont été consolidées par la délégation de Malte qui affirme son intérêt pour le sport et suggère de réduire le sucre non naturel dans l'alimentation. Par la suite, les résolutions de l'Autriche et de la Belgique ont été reconnues.

Dans un premier temps, l'éloquent délégué autrichien a expliqué ses clauses. Celles-ci consistent à taxer les produits qualifiés de "mauvais pour la santé" par un comité d'experts indépendants, mettre en évidence un label qualité/santé sur les emballages alimentaires, et créer davantage de clubs sportifs.

Cette résolution qui a été acceptée par 10 pays a été appuyée par la délégation de la Belgique qui a apprécié la précision et la faisabilité de ces idées, seule la Finlande l'a rejetée.

Puis, la délégation de la Belgique a, à son tour, présenté sa résolution. Ses points forts sont la réalisation de publicités visant à mettre en avant le besoin commun de se nourrir correctement ainsi qu'un programme test personnalisé aux personnes atteintes d'obésité. L'importance des campagnes publicitaires est un avis partagé par les délégations irlandaise et finlandaise. La Finlande, sans proposer de clauses a renchéri en précisant les gestes quotidiens à avoir pour éviter l'obésité. La résolution de la Belgique est passée à l'unanimité, et puisque l'Autriche partage cette position, une résolution commune et plus complète a été réalisée.

Ce texte commun reprend les points des deux résolutions citées plus haut et ajoute les clauses suivantes: favoriser les transports tels que le vélo ou la marche à pied, aider financièrement les écoles afin qu'elles puissent mettre en place des repas préparés par un nutritionniste ainsi que des cours d'éducation alimentaire, et enfin interdire les publicités pour les fast-foods. Concernant la question *Comment inciter les acteurs de la filière alimentaire à réduire la teneur en sucre des aliments?* deux clauses supplémentaires ont été adjointes obligeant la mise en place de campagnes de sensibilisation sur le sucre et limitant la teneur en sucre pour les 28.

Les délégations ont été actives lors des débats informels; on peut pourtant regretter des discussions plus pauvres et rapides lors des débats formels tout en mettant en avant l'esprit d'initiative de l'Autriche et de la Belgique et les efforts de la Présidente de Comité qui a poussé à une résolution commune engageant ainsi la participation de tous.